

Unité départementale du Haut-Rhin
2 place du général de Gaulle
68100 MULHOUSE

MULHOUSE, le 01/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

EPM-ENTREPOT PETROLIER DE MULHOUSE

57, avenue de Belgique
68110 ILLZACH

Références : 0006700409_2023_01_27_EPM-Illzach_VIIC échéances
Code AIOT : 0006700409

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2023 dans l'établissement EPM-ENTREPOT PETROLIER DE MULHOUSE implanté 57 AVENUE DE BELGIQUE 68110 Illzach. L'inspection a été annoncée le 19/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de la vérification du respect des prescriptions de l'arrêté portant mise en demeure du 30 novembre 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPM-ENTREPOT PETROLIER DE MULHOUSE
- 57 AVENUE DE BELGIQUE 68110 Illzach
- Code AIOT : 0006700409
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site EPM d'Illzach est un dépôt pétrolier dont les activités sont : la réception, le stockage et l'expédition de produits pétroliers (Gazole, Fioul domestique, essence), bruts ou modifiés (additivés et/ou colorés) et produits dérivés tel que l'EMAG (esther méthylique d'acide gras).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de l'arrêté portant mise en demeure du 30 novembre 2021
- suivi des modifications

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	POI	AP de Mise en Demeure du 30/11/2021, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Rétention des cuvettes n° 1 et 2	AP de Mise en Demeure du 30/11/2021, article 3	/	Sans objet
3	Réception des travaux rétention des cuvettes n° 1 et 2	Arrêté Préfectoral du 26/02/2010, article 7.3.4.1	/	Sans objet
4	Consigne pompes de relevage	Arrêté Préfectoral du 26/02/2010, article 2.1.2	/	Sans objet
5	Programme de maintenance pompes de relevage et dispositifs associés	Arrêté Préfectoral du 26/02/2010, article 7.3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués par l'Inspection des Installations Classées au cours de cette inspection révèlent que les prescriptions portées par l'arrêté de mise en demeure du 30 novembre 2021 sont désormais respectées. L'exploitant a complété son plan d'opération interne et a modifié les modalités de vidange des rétentions des cuvettes n° 1 et 2 afin d'assurer en permanence leur intégrité.

L'exploitant transmettra toutefois à l'inspection des installations classées les justificatifs adéquats (photos, procès verbal d'exécution des travaux, etc.), permettant d'attester de la fin de l'ensemble des travaux associés aux rétentions des cuvettes n°1 et 2 dans un délai d'un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : POI

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 30/11/2021, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Contenu POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant le 31 mars 2022, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.6.5.2 de l'arrêté préfectoral du 26 février 2010 susvisé : « Le Plan d'Opération Interne (P.O.I.), est élaboré sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour chaque type de scénario dans l'étude de dangers.»
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection la liste des scénarios modifiés par courrier daté du 30/03/2022. L'inspection des installations classées a constaté que le classeur POI situé au poste de contrôle du site avait été mis à jour et que les opérateurs ont été informés de cette modification en août 2022 (vu fiche d'émargement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rétention des cuvettes n° 1 et 2

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral de Mise en Demeure du 30/11/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention des cuvettes n° 1 et 2
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai d'un jour après notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 7.5.3.1 de l'arrêté préfectoral du 26 février 2010 susvisé : « Les réservoirs n°21 et 22 seront placés dans une cuvette de rétention [...] Les réservoirs n° 11, 12, 13 et 14 seront placés dans une cuvette de rétention [...] Il en est de même pour leur éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. »
Constats : Lors de la visite d'inspection du 14 octobre 2021, il a été constaté que les rétentions n° 1 et 2 respectivement associée aux réservoirs n° 11, 12, 13 et 14 et aux réservoirs n°21 et 22, étaient munies d'une vanne manuelle. La procédure de l'exploitant prévoyait que ces vannes soient ouvertes le matin pour vidanger le contenu de ces rétentions, lors des épisodes pluvieux notamment, puis refermées le soir sans surveillance de l'exploitant, ce qui ne répondait pas à la prescription susvisée. A la suite de la visite du 14 octobre 2021, l'exploitant a fermé les vannes et mis en place une procédure pour réaliser les opérations de vidange sous la surveillance du personnel. En parallèle, il a engagé des travaux de modification pour réaliser la vidange des cuvettes sans remettre en cause leur intégrité. Ces travaux consistent en la mise en place d'une pompe de relevage dans chacune des rétentions et à supprimer les anciennes vannes manuelles. Ces travaux ont été réalisés en décembre 2022. Lors de sa visite du 27/01/2023, l'inspection des installations classées a constaté la présence des pompes de relevage dans chacune des rétentions ainsi que la condamnation des anciennes vannes manuelles. Les commandes de manoeuvre des vannes manuelles ont été retirées le 29 décembre 2022 (vannes en position fermée) et l'étanchéité de ces vannes a été vérifiée à l'issue de cette opération (vu l'enregistrement de cette opération dans l'outil de gestion informatique de la maintenance de l'exploitant). L'inspection des installations classées a donc constaté que le dispositif d'obturation de ces rétentions est maintenu fermé.
Observations : L'inspection des installations classées a relevé que l'exploitant a prévu dans ces travaux, de déposer les vannes manuelles et de combler le conduit associé. Ces travaux sont prévus au mois de mars 2023. L'exploitant informera l'inspection des installations classées, avec les justificatifs adéquats (photos, procès verbal d'exécution des travaux, etc.), de la réalisation effective de la fin de ces travaux, dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réception des travaux rétention des cuvettes n° 1 et 2

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 2010-057-21 du 26/02/2010, article 7.3.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réception des travaux

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>"[...] Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant ou le représentant de l'éventuelle entreprise extérieure."</i>
Constats : L'inspection des installations classées a examiné le procès verbal (PV) de réception associé à la mise en place des pompes de relevage et détecteurs hydrocarbures en cuvettes 1 et 2, daté du 27 décembre 2022. Ce PV relève la présence d'une réserve relative au fonctionnement du boîtier de la cuvette n°1, située au niveau de l'accès à la cuvette n°1 et, qui permet d'activer la pompe de relevage (défaut de contacteur). Il est également indiqué que la mise à jour des plans et schémas est en cours. Par courrier électronique daté du 3 février 2023, l'exploitant a adressé au service d'inspection le procès-verbal signé du 2/02/2023 attestant de la levée de la réserve relative au fonctionnement du boîtier. Par ailleurs, il a été constaté lors de la visite du 27/01/2023 par l'inspection des installations classées que ces travaux ont nécessité le retrait de l'enrobage entre la cuvette n°1 et le regard de récupération des eaux pluviales. En conséquence cette zone (voirie) n'est plus imperméabilisée. L'exploitant a précisé dans son courrier électronique daté du 3 février 2023, que la réfection de cette zone était programmée au mois de mars 2023.
Observations : L'exploitant informera l'inspection des installations classées, avec les justificatifs adéquats (photos, procès verbal d'exécution des travaux, etc.), de la réalisation effective de la réfection de la voirie située entre la cuvette n°1 et le regard de récupération des eaux pluviales, dans un délai d'un mois. Il informera également le service d'inspection de la mise à jour effective des plans et schémas associés à ces travaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consigne pompes de relevage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral n° 2010-057-21 du 26/02/2010, article 2.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consigne d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <i>"L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. [....]"</i>

Constats : L'exploitant a présenté au service d'inspection la consigne de mise en marche des pompes de relevage des cuvettes (référéncée C9.E02.01.EPM). Cette consigne mentionne que ces pompes sont associées à un détecteur d'hydrocarbures et à une poire de niveau. En présence d'hydrocarbures les pompes ne peuvent pas être actionnées et une alarme est reportée en salle de commande. Les pompes s'arrêtent ou ne peuvent pas démarrer en cas de niveau bas. Le fonctionnement de ces pompes peut être activé au niveau des cuvettes ou au niveau de la salle de commande, dans ce cas, un opérateur doit être présent au niveau des cuvettes. L'inspection a constaté la présence de ces équipements (poire de niveau et détecteur d'hydrocarbures) lors de sa visite. Cette consigne a été présentée aux opérateurs le 2 janvier 2023 (vu fiche d'émargement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Programme de maintenance pompes de relevage et dispositifs associés

Référence réglementaire : arrêté préfectoral n° 2010-057-21 du 26/02/2010, article 7.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Programme de maintenance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "[...] <i>Les consignes ou modes opératoires sont intégrés au système de gestion de la sécurité. Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail et les modalités des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires.</i> [...]."
Constats : L'inspection des installations classées a vérifié par sondage l'intégration de ces nouveaux dispositifs, notamment les détecteurs d'hydrocarbures, dans l'outil de gestion de la maintenance de l'exploitant sans relever d'anomalie.
Observations : Par courrier électronique du 3/02/2023, l'exploitant a transmis au service d'inspection le mode opératoire des contrôles des pompes de relevages des cuvettes n°1 et 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet